

Lettre ouverte au directeur des programmes d'Arte

26 juin 2017



arte

Le 16 juin, le directeur des programmes d'Arte écrit à Sammy Ghozlan qu'il ne diffuserait pas le documentaire sur l'antisémitisme commandé par la chaîne. Cinq jours plus tard, le film est pourtant programmé. Que s'est-il passé ? En Allemagne, la polémique a gonflé. En France, le président du CRIF s'en est mêlé. Qui a imposé cette volte-face et pourquoi ? Par Dominique Vidal et Thomas Vescovi

Cher Alain Le Diberder,

Nous avons pris connaissance de la lettre que vous avez envoyée le 16 juin dernier à Sammy Ghozlan,

président du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) et ce par un courrier de ce dernier. Vous y expliquez clairement les raisons pour lesquelles Arte, dont vous dirigez les programmes, ne diffusera pas le documentaire intitulé Un peuple élu et mis à part : l'antisémitisme en Europe, qu'elle avait commandé à deux journalistes allemands.

Ayant visionné attentivement le documentaire en question, nous tenons à vous féliciter pour ce texte que nous partageons pleinement. Les raisons professionnelles et déontologiques que vous exposez recourent les critiques historiques que, pour notre part, nous formulons et que vous trouverez résumées ci-dessous.

Le problème, c'est que, cinq jours plus tard, Arte a finalement programmé ce film, suivi d'un débat organisé par la chaîne allemande WDR.

Que s'est-il passé durant ces cinq jours qui justifie cette soudaine volte-face ? Faute de précisions de votre part, nous ne pouvons que chercher à comprendre les facteurs de cette décision. Nous en voyons deux :

Le premier, c'est le gonflement de la polémique animée outre-Rhin, par le quotidien Bild, un des principaux journaux populistes d'Europe - en allemand, on parle de « presse de caniveau ». Cette campagne a fait céder la chaîne allemande, vous plaçant en position difficile.

Mais un second facteur intervient. Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Francis Kalifat, après s'être plaint au ministre de l'intérieur, Gerard Collomb, a fait savoir publiquement qu'il avait demandé à vous rencontrer. Après quoi, il se félicitera, également publiquement, de votre changement d'avis, comme le BNVCA et plusieurs sites pro-israéliens.

La première approche, si vous la confirmez, ne pose qu'une simple question : celle de l'indépendance d'Arte vis-à-vis de son partenaire allemand.

La seconde, en revanche, pose une question plus grave. Comme vous le savez, un des « arguments » des antisémites et des complotistes est qu'un « lobby juif » omnipotent ferait ce qu'il voudrait en France : ce qui s'est passé ne risque-t-il pas d'alimenter ce délire ?

D'où ces quatre questions :

- qui a décidé de la diffusion le 21 juin du documentaire refusé le 16 ?
- quels sont les motifs de cette décision ?
- le CRIF a-t-il joué le rôle qu'il s'attribue dans ce retournement ?
- Quelles leçons tirez-vous, comme responsable des programmes d'Arte, de cette affaire.

Avec l'assurance de notre considération distinguée,

Dominique Vidal, journaliste et historien

Thomas Vescovi, professeur et chercheur en histoire contemporaine

Autopsie d'une propagande

Le problème posé par le documentaire en question, c'est qu'il ne s'agit pas d'une enquête fouillée, mais d'un simple exercice de propagande.

La meilleure preuve, c'est qu'aucune des personnalités et experts interviewés tout au long du film ne propose un point de vue différent de la thèse des auteurs. Seules s'en démarquent les ONG citées, qui se sont plaint de la déformation systématique de leurs positions, à laquelle elles n'ont eu aucun droit de réponse.

Cette absence totale de pluralisme viole les principes élémentaires du journalisme.

La deuxième preuve concerne l'évocation de l'histoire du conflit israélo-palestinien par les auteurs. Leurs affirmations flirtent avec l'analphabétisme. Nous ne parlons même pas de la comparaison, infamante, entre Mahmoud Abbas et Julius Streicher. L'évocation, omniprésente dans la propagande israélienne, d'Amin al-Husseini est ici complètement absurde : elle mélange la période de l'entre-deux guerres, où les Britanniques l'avaient nommé Grand Mufti de Jérusalem, et celle, à partir de 1941, où il vit à Berlin et collabore avec le III^e Reich. Et la preuve que l'OLP serait fidèle à cette ligne pro-nazie, c'est que Yasser Arafat... a assisté à ses obsèques. C'était, précisons-le, son grand-oncle !

Cette confusion historique disqualifie les auteurs.

Non moins absurde est le récit par un vieux général de la guerre de 1948, qui n'a connu, explique-t-il, ni massacres ni expulsions de Palestiniens. Toute une génération d'historiens israéliens a démontré le contraire, de Benny Morris à Ilan Pappé : s'ils débattent des conditions dans lesquelles l'exode s'est produit, tous s'accordent pour constater que de 750 000 à 800 000 Arabes ont dû quitter leurs foyers.

Sur le plan historique, un dernier point mérite d'être cité : l'exode des Juifs des pays arabes, mis sur le même plan que l'exode palestinien, le tout représentant ainsi une sorte d'« échange de populations ». Sauf que seuls les Juifs d'Égypte ont été expulsés. En Irak, il s'est aussi agi d'opérations israéliennes visant à inciter la population juive au départ vers Israël. Quant au Yémen ou au Maroc, la venue des Juifs a été directement organisée par les autorités israéliennes et l'Agence juive. Rien de commun avec le sort des 800 000 Palestiniens pour la plupart chassés de leur foyer.

Cette ignorance des travaux historiques qui ont apporté un éclairage radicalement nouveau sur la première guerre israélo-arabe devrait amener les auteurs... à ne pas traiter ce sujet.

La troisième preuve du caractère propagandistique de ce documentaire, c'est sa vision primaire du conflit contemporain entre Israéliens et Palestiniens. Incroyable, mais vrai : les auteurs ne consacrent pas une image, pas un mot à l'occupation, à la colonisation, aux spoliations, aux humiliations, aux bombardements dont Israël se rend coupable, en violation du droit international, contre les Palestiniens.

Le passage sur Gaza frôle même le ridicule. Le « régime de terreur » du Hamas dénoncé par les auteurs ne les empêche pas d'interviewer en pleine rue des dizaines de Palestiniens qui critiquent ouvertement les responsables de l'organisation islamiste. Et si la corruption constitue un fléau pour le développement du territoire (comme, soit dit en passant, en Israël, où le Premier ministre est directement mis en cause), les deux journalistes allemands semblent « oublier » la réalité de la crise humanitaire à Gaza : 57 % de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire et 100 000 personnes demeurent sans abri suite aux nombreuses destructions infligées par les derniers bombardements israéliens.

Ignorer les conséquences de cinquante années d'occupation israélienne, gommer jusqu'aux pacifistes israéliens complètement absents du documentaire, c'est rendre incompréhensible la violence et, parfois, le terrorisme des Palestiniens qui, du coup, résulteraient de leur ADN, de leur religion et de l'incitation de leurs dirigeants ! Selon l'expression chère à Georges Bensoussan, les musulmans « tèteraient » l'antisémitisme « avec le lait de leur mère »...

Cette approche d'un conflit qui ne comporterait, en fin de compte, qu'un seul acteur, incarnant le Mal, n'est pas digne d'un journaliste, serait-il débutant.

La dernière preuve concerne le sujet initial du film : l'antisémitisme en Europe. Nous ne commenterons pas les images d'Allemagne, n'y vivant pas. Nous doutons néanmoins de la représentativité des militants d'extrême gauche et musulmans que l'on voit manifester avec des néonazis. En ce qui concerne la France,

en revanche, nous savons ce qui s'y passe, comme citoyen et comme professionnels travaillant sur ces questions, y compris sur le terrain.

Notre pays a connu depuis le début du siècle une montée du racisme et de l'antisémitisme, dont les jeunes issus de l'immigration sont à la fois les victimes et, parfois, les acteurs. Le passé colonial pèse évidemment lourd. La poussée actuelle s'enracine dans la ghettoïsation de nombreuses banlieues. Le conflit israélo-palestinien et les autres guerres du Proche-Orient l'alimentent. L'irruption du terrorisme djihadiste dramatise ces phénomènes et renforce l'islamophobie.

Mais de là à transformer une ville comme Sarcelles en enfer où des milliers d'Arabes harcèleraient en permanence quelques centaines de Juifs, c'est travestir la réalité : croit-on que 15 000 Juifs continueraient à vivre dans la « petite Jérusalem » si tel était leur quotidien ? Les auteurs évoquent aussi le drame terrible qu'a été l'assassinat d'Ilan Halimi, mais, contrairement à leurs affirmations, la plupart des membres du « gang des Barbares » n'étaient ni arabes ni musulmans. Encore un fait, manipulé dans le documentaire : les menaces et les violences antisémites ont bien fait doubler le nombre de Juifs français émigrant vers Israël entre 2012 et 2015, mais cette aliya, depuis, a beaucoup reculé.

Si les auteurs avaient voulu donner une image véridique de l'antisémitisme en France, ils pouvaient, outre une vraie plongée sur le terrain, dialoguer avec des dizaines de spécialistes reconnus de cette question. Ce refus de faire appel aux experts d'une problématique aussi délicate le confirme : les auteurs de ce documentaire n'ont pas fait un film honnête parce qu'ils ne le voulaient pas : ils avaient une thèse à défendre, coûte que coûte. Heureusement, conformément à la formule que l'on prête à Talleyrand, « tout ce qui est excessif est insignifiant »...

D.V. et T.V.

Lire aussi : [Mediapart](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Lettre-ouverte-au-directeur-des-programmes-d-Arte>